

# Histoire de la manufacture de produits chimiques de Javel

Jacques Alban \*

Au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'Angleterre était le seul pays produisant industriellement de l'acide sulfurique par la technique des chambres de plomb.

Les bénéfices étaient substantiels, si bien que, en 1766, un industriel d'origine britannique, M. Holker, prit l'initiative d'établir au faubourg Saint-Sever, près de Rouen, une fabrique d'acide, fondée sur ce même procédé.

"Cette première manufacture d'huile de vitriol, construite en 1768-1769, ne suffit plus à la consommation du Royaume", déclare dix ans plus tard M. Delaconté, inspecteur des manufactures pour la Généralité de Paris, qui propose alors au sieur Léonard Alban [1], dont il connaît "l'intelligence dans cet art de la chimie" de lancer une fabrication nationale de ce produit.

Après des essais favorables, une société est constituée le 10 août 1776, entre les sieurs Alban et Peeters [2] pour créer un établissement à Epinay-sur-Seine, semblable à celui de Rouen, le premier des associés apportant son savoir-faire technique et commercial, le second les fonds, d'un montant de 25 000 livres. L'acte établi prévoit que la fabrication d'autres produits chimiques, dérivés de l'acide sulfurique, par exemple les eaux-fortes (acide nitrique), pourra être entreprise ultérieurement.

Le jour même de la signature, Peeters déclare n'être en fait qu'un prête-nom et que la société appartient à raison d'un tiers à MM. de la Ferté, Bourboulon et Buffault [3], eux-mêmes mandatés par le Comte d'Artois, frère du Roi, lequel a, sans doute, des intérêts financiers dans cette opération.

## Protectionnisme et écologie ne datent pas d'hier !

Peu de temps après cet accord, Peeters et Alban adressent un mémoire au Conseil Royal du Commerce, afin d'obtenir un arrêt qui autorise le fonctionnement de leur manufacture d'Epinay-sur-Seine ; ils demandent que les eaux-fortes et les huiles de vitriol qui y seront préparées puissent circuler librement dans tout le Royaume avec exemption des droits de sortie.

En août 1777, la petite manufacture d'Epinay fonctionne déjà correctement depuis quelques mois, sans autorisation légale, l'arrêt qui la concerne n'ayant pas encore été rendu ; passant outre, les entrepreneurs envisagent des travaux d'expansion, ce qui provoque la colère des habitants d'Epinay-sur-Seine, qui adressent aux autorités une requête dans laquelle ils se plaignent des nuisances occasionnées par l'exploitation de l'usine, située en plein village ; ils affirment que :

"le soufre brûlé, qui entre dans la composition de l'huile de vitriol et des eaux-fortes, exhale des vapeurs infectes et nuisibles non seulement à la santé des hommes, mais encore à celle des animaux, que ces vapeurs occasionnent des suffocations et des toux dont plusieurs habitants et bourgeois ont été incommodés ; ils exposent qu'elles sont destructrices des arbres, des plantes, légumes et autres végétaux qu'elles brûlent et dessèchent et que, si cet établissement était autorisé, ils se verraient obligés pour la conservation de leur santé, d'abandonner leur habitation et de cesser de cultiver leurs terres et jardins dont aucune production ne peut plus réussir".

En conséquence de cette plainte, qui préfigure singulièrement certaines des réactions "d'écologistes" contemporains, le Gouvernement ordonne de suspendre l'exploitation de la manufacture d'Epinay dans le délai d'un mois, jusqu'à ce que l'autorisation de fonctionner soit donnée sous certaines conditions.

22, rue d'Alsace, 93600 Aulnay-sous-Bois.

\* En collaboration avec P. Clément, ingénieur chimiste ESPCI - Dr Ing.

## Fondation de la manufacture de Javel

Devant ces difficultés, Peeters et Alban sollicitent un arrêt du Conseil pour transporter leur établissement dans un autre lieu de la région parisienne. En janvier 1778, MM. de la Ferté, Bourboulon et Buffault informent l'Administration qu'ils ont acquis dans la plaine de Grenelle, au lieu dit "Moulin de Javelle", un terrain propre à la création d'une manufacture et isolé de toute part. Ce terrain dépend de la paroisse de Vanves et est à une portée de fusil de l'enceinte de Paris. Cette acquisition étant réglée, Peeters et Alban, dans un second mémoire, précisent au même Conseil Royal du Commerce, qu'ils désirent se consacrer, à Javel, aux fabrications d'huile de vitriol, de sels vitrioliques (anciens noms des sulfates), des eaux-fortes et des autres "drogues" déjà produites à Epinay, espérant ainsi enlever ce commerce aux Anglais et aux Hollandais.

Les entrepreneurs se disent assurés du plus grand succès économique si le Gouvernement daigne les protéger, arguant que leurs produits sont d'un usage indispensable pour l'orfèvrerie, les monnaies, la préparation des cuirs et l'impression des toiles. Peeters et Alban renouvellent de plus les instances de leur précédent mémoire et souhaitent obtenir la permission d'acheter, hors douane, le salpêtre dont ils ont besoin ; ils demandent également que les bâtiments de la manufacture ne puissent être réquisitionnés pour le "logement des gens de guerre", et qu'ils soient exemptés des corvées, gardes et charges publiques pour certains de leurs ouvriers. Les entrepreneurs sollicitent enfin le titre de Manufacture Royale.

Bourboulon précise, en novembre 1779, que l'huile de vitriol produite à Javel, permet déjà de fabriquer de l'alun "factice" (sulfate double d'aluminium et de potassium) et de la couperose (sulfates métalliques) d'une qualité supérieure à celle que fournissent les industriels anglais.

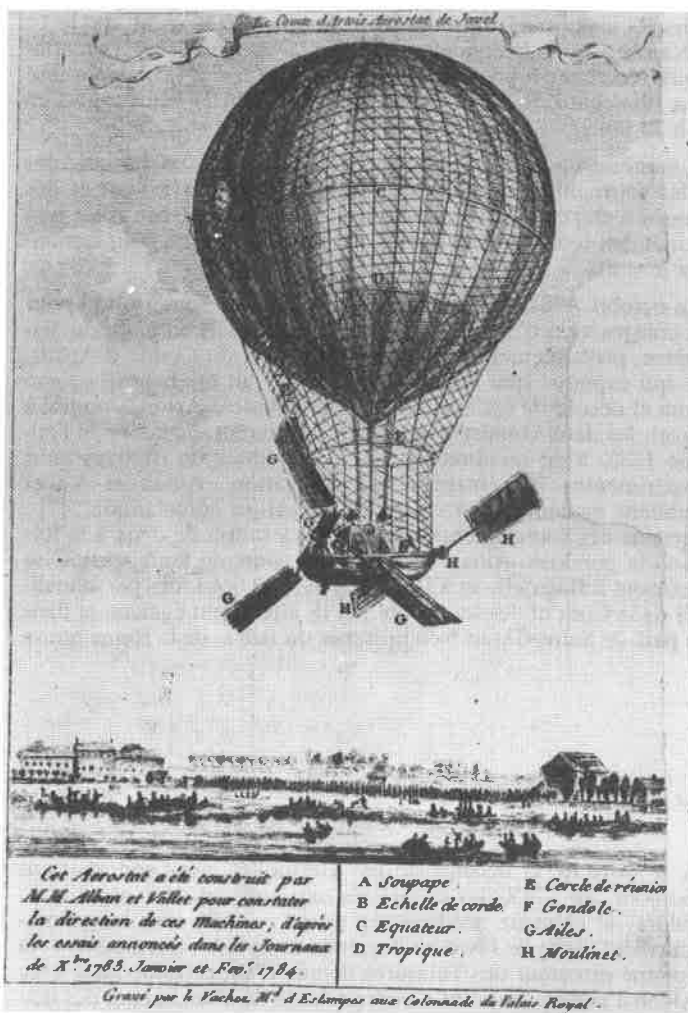
A la suite de contacts entre les diverses administrations concernées, l'autorisation définitive d'installer la manufacture à Javel est donnée assez rapidement, mais le titre de Manufacture Royale est refusé ainsi que la demande d'importer le salpêtre hors taxes. Quant à l'exemption des droits à la circulation et à la sortie du Royaume des produits chimiques, privilège dont profite la fabrique de Rouen, cette faveur est accordée pendant trois ans pour toutes les huiles de vitriol fabriquées en France.

En avril 1784, MM. de la Ferté, Bourboulon et Buffault achètent pour 16 000 livres au sieur Cadet de Vaux [4], une maison située au bord de la Seine, entre la manufacture, déjà opérationnelle, et le chemin d'Issy. La maison de Javel, son jardin entouré de murs et une promenade plantée en vieux ormes, servira de résidence au directeur de l'usine (la gravure de le Vachez, reproduite ici, illustre remarquablement l'exactitude de la description des lieux). L'acte de vente stipule que la totalité des biens acquis est réalisée pour le compte de la société fondée le 10 août 1776 par Alban et Peeters.

## Alban et Vallet, chimistes aéronautes

Un article de l'acte du 10 août 1776 avait donné au sieur Alban, outre le choix de ses ouvriers, le droit de s'adjoindre un collaborateur pour la conduite et les fabrications de l'entreprise, collaborateur qui ne sera pas rétribué par la société, mais payé sur le compte personnel de Léonard Alban. Ce dernier choisit ainsi pour le seconder un de ses amis, Mathieu Vallet [5], originaire comme lui de la Bresse.

Nommé directeur associé de l'usine de Javel, Mathieu Vallet jouera accessoirement avec Alban un rôle technique important dans le développement de l'aérostation pendant la période 1783-1785.



Le 9 juin 1784 à Versailles, un arrêt des Conseillers du Parlement accorde des lettres patentes \* portant privilège exclusif de quinze années, en faveur de la manufacture établie à Javel où se fabrique l'alun "factice" suivant un procédé original qui avait fait l'objet d'une communication à l'Académie Royale des Sciences en 1779. Quoique le moyen d'extraire l'alun de terres argileuses par l'action de l'acide vitriolique eût été décrit depuis longtemps, personne n'était parvenu jusqu'à cette date à le produire en une aussi grande quantité.

Le privilège exclusif accordé prévoit en outre la défense de troubler et d'imiter les méthodes industrielles de la manufacture de Javel, sous peine d'amende et de dommages et intérêts.

Dès l'invention des frères Montgolfier en 1783, M. Bourboulon avait en effet proposé à M. Cadet de Vaux les services de l'usine de Javel pour la mise au point d'une technique économique de production de l'hydrogène indispensable au gonflage des ballons. Vallet et Alban ont ainsi perfectionné une méthode pour produire, sur le lieu même du décollage, le gaz aérostatique par action de l'huile de vitriol sur de la limaille et des copeaux de fer. Avec le matériel proposé par les frères Robert et l'acide sulfurique produit à 10 sols la livre par l'usine de Javel, le professeur J.A.

\* Equivalentes aux brevets actuels.

Charles avait mis trois jours pour remplir son aérostat, qui le 1<sup>er</sup> décembre 1783, le conduisit à Nesles-la-Vallée. Grâce à un nouveau réacteur proposé par les chimistes de Javel, le ballon utilisé par Blanchard, le 2 mars 1784, sera gonflé en 27 heures, puis en 1 h 30 seulement pour son voyage du 18 juillet suivant [6].

A la même époque, M. Vallet expérimente, sur une barque, des ailes tournantes inspirées de celles des moulins à vent et des rames à clapet, afin de pouvoir les adapter pour contrôler non seulement le mouvement vertical d'un ballon, mais pour remonter le vent.

En octobre 1784, Alban et Vallet lancent une souscription pour la construction d'un gros ballon à hydrogène de 38 pieds de diamètre, probablement avec l'appui financier du Comte d'Artois, ce qui explique que "l'aérostat de Javel" ait été baptisé de son nom et décoré de ses armes. Avec le "Comte d'Artois", remis à Javel, les deux chimistes aéronautes se livrent, au cours de l'année 1785, à de nombreuses ascensions libres ou captives pour expérimenter leur matériel de navigation. Alban et Vallet publient également un cours de "direction aérostatique" [7] ; certains des souscripteurs étant admis à raison de deux à la fois dans la gondole, Alban et Vallet, au cours de leurs sorties, se posèrent à Bagatelle et à Bellevue, avec, à bord, des personnalités de la Cour et des souscripteurs. Ils atterrirent également dans le parc de Saint-Cloud \* en présence du Roi et de la Reine qui se

furent expliquer le fonctionnement de l'appareil et qui, semble-t-il, montèrent même dans la nacelle, sans toutefois prendre le risque d'un baptême de l'air en ballon libre.

Dans le cadre de leurs recherches aérostatiques, Alban et Vallet fabriquèrent un des premiers anémomètres, présenté à l'Académie des Sciences, appareil grâce auquel on peut mesurer la vitesse d'un aérostat en translation verticale ou horizontale.

A partir de 1786, il n'est jamais plus question d'aérostation dans l'histoire de l'établissement de Javel ; sur l'inventaire très détaillé de ce dernier, effectué en 1803, on ne trouve en effet aucune désignation de matériel concernant la fabrication ou le gonflage des aérostats.

Avec la fin de ses expériences aérostatiques, le nom de Mathieu Vallet disparaît même des activités de la manufacture ; il assiste encore comme témoin au mariage de Léonard Alban en 1786 et part pour l'Angleterre en 1787 où il fonde une industrie de blanchiment qui devient vite prospère ; il meurt à Liverpool en 1823 [8].

L'investisseur Jean-Baptiste Peeters n'a pas été cité une seule fois dans les affaires aérostatiques de Javel, mais on le retrouve toujours comme partenaire de Léonard Alban, dans toutes les activités se rapportant aux fabrications chimiques de la manufacture.

## L'eau de Javel

A la suite de la découverte par Berthollet, avec son assistant Bonjour, en 1785, des propriétés oxydantes et décolorantes du chlore, le chimiste académicien prend contact avec les animateurs de l'usine de Javel où il se rend deux fois ; Berthollet, déjà nommé directeur des Teintures depuis 1784, procède ainsi avec Alban à la mise au point d'un traitement de blanchiment des textiles à partir d'une solution aqueuse "d'acide muriatique oxygéné" (eau de chlore). Cette collaboration université/industrie ne fut pas sans nuages \*\* (déjà !) et ce savant reprocha longtemps aux chimistes de Javel d'avoir trouvé un intérêt lucratif dans le développement industriel, en France et en Angleterre, de la "liqueur de Javelle", développement dont il était le promoteur [9].

Pour préparer le chlore ("acide marin déphlogistique"), Berthollet avait modifié la méthode de Scheele en faisant agir de l'acide sulfurique dilué sur un mélange de sel marin et de bioxyde de manganèse. La lessive de Berthollet était elle-même obtenue par addition de l'eau de chlore dans de la potasse diluée.

Alban avait, en fait, perfectionné la méthode de Berthollet, imaginant de dissoudre directement le chlore gazeux dans une solution de carbonate de soude ou de potasse produisant ainsi un mélange d'hypochlorite et de chlorure de sodium ou de potassium, mélange facilement utilisable comme agent de blanchiment.

La publication des travaux de Berthollet ayant été traduite en anglais, le procédé du blanchiment fut vite adopté en Angleterre où il fut perfectionné grâce principalement à MM. Watt et Boulton [10].

L'établissement de Javel se trouvait être, en 1787, la seule manufacture de produits chimiques existant dans la région parisienne [11]. On y fabriquait essentiellement de l'huile de vitriol, mais aussi de l'acide nitreux, de l'acide marin (acide chlorhydrique)

\* Lettre du 20 septembre 1785 au Journal de Paris du 22 septembre 1785 n° 265.

\*\* Berthollet avait considéré avec mépris les recherches aérostatiques, les désignant comme "sottise ridicule qui étouffe les esprits" (lettre à M. Blagden du 6 septembre 1784 - archives de l'Académie des sciences).

ou esprit de sel, de la couperose verte (sulfate de fer), de la couperose blanche (sulfate de zinc), de la couperose bleue (sulfate de cuivre) ou vitriol de Chypre et du blanc de plomb (céruse).

Au commencement de l'année 1787, l'un des promoteurs de la fabrique de Javel, Antoine Bourboulon, part en Angleterre, laissant une situation financière assez confuse. Par mesure de sécurité, il prend le nom de Boneuil, retrouve Vallet et forme avec lui une société : Boneuil, Vallet and Co, à Liverpool. Vallet, de son côté, est associé avec Matthew Boulton à Soho, près de Birmingham [8]. Ainsi l'histoire de la manufacture de Javel se prolonge-t-elle en Angleterre grâce à Vallet et Bourboulon. En France, à la suite de diverses procédures, la société constituée en 1776 exclut la participation de Bourboulon à compter de mai 1787, mais elle continue avec les autres associés.

Au début de la Révolution, Léonard Alban réside toujours dans sa maison qui borde la manufacture, lieu dépendant de la paroisse de Vanves, ce qui lui vaut de figurer parmi les notables qui ont signé les cahiers de doléances présentés par cette commune. Durant cette période, la limite des territoires de Vanves et d'Issy est modifiée ; en conséquence, la manufacture dépend désormais de l'administration du canton d'Issy.

En octobre 1790, Peeters et Alban écrivent aux membres du Comité du Commerce de l'Assemblée Nationale, afin d'exposer les difficultés que l'établissement de Javel éprouve d'être asservi aux régisseurs des Poudres de l'Arsenal de Paris pour se procurer le salpêtre indispensable à leur industrie. Le prix d'achat du salpêtre dans les fabriques d'acide vitriolique intervenant à peu près pour le tiers dans la valeur de cet acide, les entrepreneurs demandent le droit d'acheter le salpêtre à la Compagnie des Indes, car il est vendu à un prix plus avantageux que celui de l'Arsenal qui en a le privilège. Alban et Peeters envisagent en outre de produire en grande quantité la soude et l'alun, peu accessibles à l'état naturel en France, mais indispensables aux teinturiers, blanchisseurs, verriers et savonniers. Or, on ne peut produire ces composés sans le concours de l'acide sulfurique qui entre pour moitié dans la composition et la fabrication de ces deux sels. Si le salpêtre pouvait être acheté librement, l'acide reviendrait moins cher et en conséquence la soude et l'alun "factices" seraient produits à bas prix et la manufacture pourrait soutenir la concurrence étrangère.

L'année suivante, Peeters et Alban s'insurgent à nouveau contre le privilège des organismes d'Etat pour la fourniture du salpêtre et envoient à ce sujet deux adresses à l'Assemblée Constituante. La première déclare que les sieurs Peeters et Alban sont les seuls à avoir réellement monté une fabrique de soude par l'intermédiaire de l'huile de vitriol, réalisée à cette date en petite quantité,

mais qu'ils espèrent accroître par la suite.

Dans cette note, les industriels de Javel rappellent avoir découvert par des travaux suivis depuis plusieurs années une liqueur particulière connue dans le commerce sous le nom de "lessive de Javel".

## La manufacture de Javel, usine de guerre révolutionnaire

Le Comité de Commerce de l'Assemblée Constituante repousse les demandes de Peeters et Alban, car les approvisionnements en salpêtre devaient être assurés en priorité en cas de guerre, toutefois le comité accepte que les producteurs d'acides minéraux puissent acheter le salpêtre brut au prix de la Régie.

En février 1792, Jean-Baptiste Buffault, l'un des fondateurs de la manufacture de Javel, décède à Paris ; ses fils [12], Philippe Jean-Baptiste et Alphonse Jean Buffault héritent de ses droits dans la société.

En juillet 1794, Jean-Pierre Papillon de la Ferté, autre investisseur associé de l'entreprise, est guillotiné place du Trône à Paris. Plus tard, ses héritiers transmettront leurs droits aux frères Buffault à la suite d'un accommodement financier.

Au cours de cette année 1794, le citoyen Alban, qui apparaît désormais seul dans les relations de Javel avec les autorités révolutionnaires, leur envoie un mémoire sur une façon originale de se procurer en abondance des "alcalis fixes végétaux" (ancien nom du carbonate de potasse) à partir des cendres de tabac et de maïs ou des marcs de raisins séchés.

Le besoin en soude industrielle se faisant sentir impérieusement, le Comité de Salut Public, par arrêté du 14 messidor an II (2 juillet 1794), invite les citoyens possesseurs de tout moyen pour

extraire ce produit stratégique, à livrer leur secret de fabrication au Gouvernement. Au même titre que d'autres chimistes, Alban envoie donc à la Commission formée à cet effet, une description des procédés expérimentés à Javel pour produire de la soude artificielle, mais seule la méthode mise au point par Leblanc depuis 1790, atteignait le but proposé ; le procédé Leblanc fut d'ailleurs rendu public pour que chacun pût l'exploiter librement.

Par ailleurs, la République en guerre recevait des demandes croissantes d'alun pour les besoins du commerce, de l'armée et des différents offices du pays ; l'extrême rareté de ce sel à l'état naturel engage donc les autorités à encourager toutes les initiatives pour en assurer une production artificielle ; le citoyen Alban propose à nouveau ses services, car il peut mettre en œuvre ses matières de base (acide sulfurique, argile et alcali) pour produire, sans prendre de bénéfice, 2 000 livres d'alun par decade, à condition toutefois de pouvoir disposer de salpêtre à bas prix pour la synthèse de l'acide sulfurique. La Commission du Commerce observe néanmoins que la fabrication de l'alun par l'huile de vitriol est un moyen très onéreux et que l'alun extrait des matières fossiles par des opérations connues est beaucoup plus économique ; les propositions du directeur de Javel resteront donc sans suite.

## La manufacture de Javel, du Directoire au second Empire

Après la tourmente révolutionnaire, Bourboulon qui était rentré discrètement en France en juillet 1792, revient à Paris en 1795 ; il critique les opérations faites pendant son absence, notamment son exclusion de l'association fondée à Javel, mais il exprime le désir de s'entendre avec les enfants de Jean-Baptiste Buffault, décédé, voulant régler définitivement tous les comptes relatifs à la société Peeters et Alban.

En 1797, Peeters n'étant qu'un prête-nom, les frères Buffault et Léonard Alban restent les seuls propriétaires de l'ancienne fabrique de Javel dont le contrat est expiré. Une nouvelle société pour la manufacture d'huile de vitriol et acides minéraux de Javel est fondée par acte passé le 6 floréal an V (25 avril 1797) ; la raison sociale en est "Buffault frères et Alban", les associés étant Philippe Jean-Baptiste Buffault, Alphonse Jean Buffault et Léonard Alban, chacun pour un tiers.

Entre Bourboulon et les fils Buffault s'élèvent des contestations sérieuses relatives à la résiliation des sociétés où existaient des intérêts communs, mais Antoine Bourboulon qui a pu se faire finalement laver du soupçon d'émigration, meurt à Paris le 2 août 1800 ; les héritiers Buffault et Bourboulon, effrayés par les procès à venir, croient plus convenable de s'entendre et de faire renaître entre eux l'amitié qui unissait leurs pères, si bien qu'une transaction est rédigée.

La société de Javel fonctionne ainsi jusqu'au décès de Léonard Alban, le 21 mars 1803. Un inventaire, réalisé le 5 septembre suivant, comprend les biens personnels du défunt avec les bâtiments, les hangars de stockage, les ateliers, le laboratoire \*, le matériel \*\*, les marchandises, dont 300 livres de lessive de Javel,

les matières premières ainsi qu'une écurie, trois chevaux constituant la seule source d'énergie mécanique de l'entreprise.

La société de Javel fondée en 1797, dont Léonard Alban était partenaire pour un tiers, est dissoute ; les frères Buffault restent donc seuls possesseurs de l'établissement.

Le règlement des comptes dus aux héritiers de Léonard Alban, par MM. Buffault, est réalisé les 19 juin 1809 et 20 juin 1812.

Un ancien négociant, Gabriel Grivel, est nommé directeur de la manufacture de Javel qui restera encore longtemps propriété des frères Buffault ; en 1825, elle sera dirigée par le célèbre chimiste A. Payen [13].

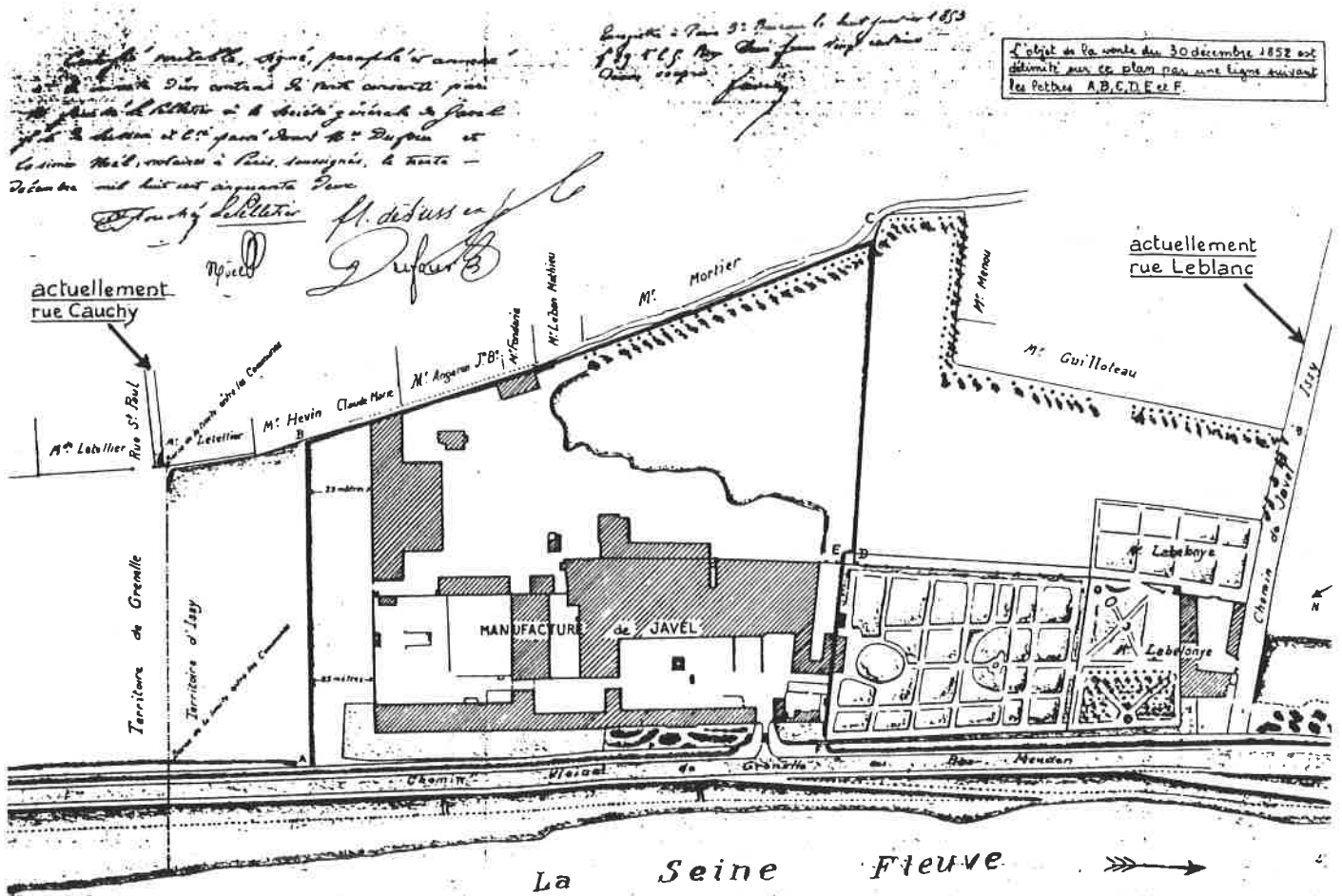
Philippe Jean-Baptiste Buffault, après la mort en 1844 de son frère, devient seul propriétaire de l'usine. Celle-ci est vendue le 15 mars 1846 à M.F. Fouché-Le Pelletier [14] qui en assume la direction depuis 1840 ; la vente comprend :

"La manufacture de produits chimiques, dite manufacture de Javel, située commune d'Issy, près de Paris, sur le bord de la Seine, avec maison d'habitation, hangars, bâtiments divers, chambres de plomb, jardin, ainsi que des pièces de terre et de pré d'une contenance de 6 ha 9 a 80 ca, pour le prix de deux cent cinquante mille francs".

L'acte de vente du 15 mars 1846 ne comporte aucune mention des produits fabriqués dans la manufacture ; cependant, plusieurs brevets d'invention et certificats délivrés à M. Fouché-Le Pelletier, dans les années qui suivirent l'achat de la manufacture, concernent la fabrication de l'acide sulfurique, des perfectionnements apportés aux appareils et aux procédés. La jouissance de

\* L'équipement du laboratoire est impressionnant : "une table, une casserole et une balance en cuivre" le tout pris à 18,5 F !

\*\* Dont 3 chambres de plomb de 15 × 5 × 4 m, des broyeurs, pompes, évaporateurs, cristalliseurs, etc.



ces brevets est comprise dans le contrat du 30 décembre 1852, par lequel M. Fouché-Le Pelletier vend à son tour, pour le prix de cinq cent mille francs, l'ensemble de son entreprise à une

société en commandite par actions, ayant son siège à Paris, place de la Bourse n° 10. Cette Société Générale de Javel est connue sous la raison sociale : de Sussex et Cie [15].

## Première préparation de l'aluminium

Trois années plus tard, l'usine de Javel, placée sous la direction de M. Meldon de Sussex, est le siège d'un nouvel événement historique puisqu'il s'agit du développement semi-industriel de la production de l'aluminium par Henri Sainte-Claire Deville.

Poursuivant une méthode proposée en 1827, puis en 1845 par Wöhler qui isole ce métal par un traitement thermique du chlorure d'aluminium par le potassium, Sainte-Claire Deville perfectionne cette technique en remplaçant le potassium par le sodium et en partant du chlorure double d'aluminium et de sodium [16]. Ces recherches étaient menées au départ dans son petit laboratoire de l'École Normale Supérieure. Grâce à J.-B. Dumas, l'Empereur Napoléon III accorde au printemps de 1855 une sub-

vention de 175 000 francs (or) pour couvrir de nouvelles études qui seront faites dans un hangar de l'usine de Javel avec du matériel mis au point par les chimistes locaux Ch. et A. Tissier [17]. Après quatre mois de travail, Sainte-Claire Deville réussit à extraire quelques kg d'aluminium pur qui furent présentés au Palais de l'Industrie à l'Exposition Universelle de Paris après avoir fait l'objet, le 18 juin 1855, d'une communication à l'Académie des sciences.

Le prix de revient de ce métal était évalué à 30 000 francs/kg. En cinq ans, il sera réduit de dix fois, après de nouveaux développements poursuivis, d'abord à Rouen par les frères Tissier, puis à Nanterre et Salindres.

## Evolution des activités

Une lettre trouvée aux Archives Nationales, en provenance de l'administration, adressée à MM. de Sussex et Cie, datée du 17 janvier 1855, mentionne un projet de statuts d'une société anonyme nouvelle qui aurait pour objet l'exploitation simultanée des manufactures de produits chimiques de Javel et de verrerie et glacerie à Sèvres. On ne sait si ce projet eut une suite.

Sur un relevé cadastral de la plaine de Grenelle, effectué en 1842, et sur divers plans de Paris des années 1859 et 1864, la manufacture de produits chimiques de Javel occupe toujours la même position sur le bord de la Seine, devenu quai de Javel, avec comme directeurs successifs MM. Fourcades (1865) et Léon Thomas (1869).

Pendant le siège de Paris de 1870-1871, l'usine reçut une quarantaine d'obus prussiens.

En 1875, la fabrique de Javel employait deux cents ouvriers ; cinq ans plus tard, la publication d'un "annuaire agricole" [18], sous les auspices de la manufacture, témoigne d'une nouvelle orientation vers la production d'engrais chimiques. Cet annuaire avait pour ambition d'être un "trait d'union entre la ferme et l'usine".

Malgré ce nouveau genre d'activité, les productions de l'usine déclinent à partir de 1887, si bien que les bâtiments sont, en 1889, affectés aux Entrepôts des Magasins Généraux ainsi qu'aux aciéries de France.

## Conclusion

Parmi les personnages qui ont participé à la création et au développement de la manufacture de Javel, Léonard Alban, chimiste et aéronaute, occupe une place prépondérante. Or, il se trouve que jusqu'à ce jour ses activités n'ont fait l'objet d'aucune publication. En revanche, un dictionnaire de biographie française [19] mentionne un Alban ou Albant (Aimé-Marie), maire de Bourg-en-Bresse en 1793, partisan d'Hébert, connu par ses excès dans la région de l'Ain pendant la Terreur et qui a rédigé une brochure [20] pour se disculper. L'auteur de cette biographie a commis une fâcheuse erreur en confondant Léonard Alban avec le maire de Bourg-en-Bresse. La gênante renommée d'Aimé Albant et la méprise sur leurs noms peut expliquer que tous deux furent exclus de la liste des hommes célèbres qu'a produit le département de l'Ain [21].

## Références et notes

- [1] Léonard Alban, chimiste, né le 6 avril 1741 à Pont-de-Veyle (Ain), mort à Javel, commune d'Issy (Seine), le 21 mars 1803.
- [2] Jean-Baptiste Peeters, bourgeois de Paris, beau-frère de Buffault [3].
- [3] Denis, Jean-Pierre Papillon de la Ferté, intendant des Menus plaisirs du Roi (1727-1794) ; Antoine Bourboulon, intendant des Menus plaisirs du Roi, trésorier général de Mme la Comtesse d'Artois (1737-1800) ; Jean-Baptiste Buffault, receveur général de la Ville de Paris (17...-1792).
- [4] Antoine, Alexis Cadet de Vaux, chimiste et agronome, fondateur en 1777 du *Journal de Paris* (1743-1828).
- [5] Mathieu Vallet, compatriote et ami de Léonard Alban (1734 Pont-de-Veyle - 1823 Liverpool).
- [6] Faujas de Saint-Fond, première suite de la description des expériences de MM. de Montgolfier, 1784, tome I, p. 168 à 176, tome II, p. 232.
- [7] Précis des expériences faites par MM. Alban et Vallet, et souscription proposée pour un cours de direction aérostatique, 1785.
- [8] John T. Towson, *The Mythologie of Aerostation*, 1873 ; Bill Wallace, note en anglais sur Mathieu Vallet, 31 mars 1974 ; Walter John Davies, communication privée sur son aïeul Vallet.
- [9] Fourcroy, cours de chimie (*Encyclopédie Méthodique*), 1792, tome II, Panckoucke, éditeur.
- [10] Michèle Goupil, Science pure et science appliquée dans l'œuvre de Cl. Berthollet, 1974 ; Le chimiste Berthollet, Paris, 1977.
- [11] M. Thiery, *Guide des Amateurs et des Etrangers Voyageurs à Paris*, 1787, tome II.
- [12] Philippe Jean-Baptiste Buffault, conseiller maître à la Cour des Comptes (1760-1850) ; Alphonse Jean Buffault, receveur général des finances de la Meuse (1762-1844).
- [13] Anselme Payen, chimiste français, membre de l'Académie des Sciences (1795-1871).
- [14] François Fouché-Le Pelletier, fabricant de produits chimiques, député de la Seine.

Ces terrains, situés le long du quai de Javel et entre les rues Cauchy et Leblanc, sont finalement récupérés en 1915 par la société Citroën pour y édifier une vaste usine de fabrication d'obus, puis d'automobiles qui sera elle-même désaffectée à partir de 1985.

A l'heure actuelle, ce vaste espace est compris dans l'opération d'aménagement de la zone ZAC Citroën-Cévennes du 15<sup>e</sup> arrondissement. Les travaux en cours ont bouleversé le terrain ; les créations nouvelles, jardins, bâtiments, voies de circulation ont pris la place des anciens lieux, il devient dès lors difficile de fixer, même approximativement, la place occupée par la fabrique du Comte d'Artois où fut mise au point la fameuse eau de Javel et où fut coulé le premier lingot d'aluminium.

Il serait regrettable, cela s'est déjà produit, qu'un chercheur tombe sur un texte qui réunit le maire de Bourg et le chimiste de Javel en un seul et même individu, le second en subissant un inévitable préjudice.

Cette mise au point paraissait nécessaire comme conclusion à l'histoire de la manufacture de Javel et de ses directeurs Alban et Vallet. Quelques publications anglaises ont, de leur côté, illustré le rôle de Vallet dans les progrès de la chimie industrielle et de l'aérostation [8].

J. Alban  
descendant de Mathieu, frère de Léonard Alban

- [15] Francis, Stanislas Meldon de Sussex, directeur d'une manufacture à Londres.
- [16] Henri Sainte-Claire Deville, *De l'aluminium, ses propriétés, sa fabrication et ses applications*, 1859.
- [17] Charles et Alexandre Tissier, attachés au laboratoire de l'usine de Javel comme chimistes chargés des essais.
- [18] *Annuaire agricole de Javel, 1881-1886* (Bibliothèque historique de la Ville de Paris, cote : 28670-in-8-6 vol.).
- [19] MM. Balteau, Barroux et Prévost (Letouzey et Ané, éd. 1932).
- [20] Aimé Albant, maire de Bourg-en-Bresse à ses concitoyens - An III (Bibliothèque historique de la Ville de Paris - cote : 106-908 n° 103-in-4).
- [21] Bossi, préfet de l'Ain, *Ouvrage des statistiques*, 1808, réédité en 1978.

## Documentation

- Archives Nationales (cote) F 12/652 - 1506 - 1508) et Minutier Central des notaires parisiens : pièces justificatives sur la création et l'exploitation de la manufacture de Javel.
- *Journal de Paris*, Lettres d'Alban et Vallet, 1783, 1784, 1785.
- Bachaumont, *Mémoires secrets*, tome 26, p. 300, 1784.
- Frochot, préfet de la Seine, *Etat de l'industrie parisienne en 1800*, pages 9, 22, 33 et 37.
- Louis Figuier - les Merveilles de la science : les aérostats, 1868, les Merveilles de l'industrie : tome I, les soudes et les potasses, tome II, le blanchiment, 1873 - 1876.
- G. Linge, *La Grande Industrie chimique*, tome II, p. 300 et 301, 1880 ; tome III, p. 241, 1881.
- Gaston Tissandier, *Histoire des ballons*, 1873-1890.
- Lucien Lambeau, *Histoire des Communes annexées à Paris en 1859, Grenelle*, 1914.
- Ch. Dollfus et H. Boucher, *Histoire de l'Aéronautique*, 1932.